Titre

CRD Lyon, 2 déc. 2015

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE
DES BARREAUX DU RESSORT
DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 2 DECEMBRE 2015

Sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier Philippe GENIN,

Le Conseil de Discipline – section n° 2 est ainsi composé :
Madame le Bâtonnier Dalila BERENGER
Monsieur le Bâtonnier Michel DELMAS
Maîtres Jean-François BOGUE, Jérôme CHOMEL de VARAGNES,
Pascal BESSON, Gilles FRESSEL, Sylvie GARDE-LEBRETON et Jean-
Michel RAYNAUD.

AVOCAT MIS EN CAUSE: Maître X , Avocat au Barreau de Roanne.

PROCEDURE:

Par courrier en date du 21 avril 2015 réceptionné le 24 avril 2015, Madame la Procureure Générale près la Cour d'Appel Lyon a saisi le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon d'une poursuite disciplinaire à l'encontre de Maître X , Avocat inscrit auprès du Barreau de Roanne.

Par délibération du 4 mai 2015, le Conseil de l'Ordre du Barreau de Roanne a désigné Maître Sylvain MATOCQ pour procéder à l'instruction des faits reprochés à Maître X .

Au vu des dispositions de l'article 191 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 fixant à 4 mois le délai d'instruction, Maître Sylvain MATOCQ devait, dans ces conditions, déposer son rapport au plus tard le 4 septembre 2015.

Maître Sylvain MATOCQ a déposé son rapport en date du 19 juin 2015 et Maître X a été convoqué par citation d'Huissier en date 19 octobre 2015 pour l'audience du Conseil de Discipline du 4 novembre 2015.

A l'audience du 4 novembre 2015, Maître X est présent, assisté de son Conseil Maître Patrick PHILIPPE.

Monsieur Christian PONSARD, Avocat Général, est présent en sa qualité de représentant de Madame la Procureure Générale près la Cour d'Appel de Lyon, organe de poursuite.

Avant l'ouverture des débats, Monsieur le Bâtonnier Philippe GENIN rappelle que conformément à un usage en vigueur devant le Conseil de Discipline, usage qu'aucun texte n'autorise ni n'interdit, la présence d'une salariée de l'Ordre, en la personne de Madame Catherine DESCLOITRE, faisant fonction de greffière d'audience, est prévue, étant précisé qu'elle n'est pas assermentée et qu'elle se retirera au moment du délibéré.

Maîtres X et Patrick PHILIPPE acceptent la présence à l'audience de Madame Catherine DESCLOITRE.

Monsieur le Bâtonnier Philippe GENIN, après avoir rappelé les faits qui lui sont reprochés, donne la parole à

Maître X afin qu'il s'en explique.

Maître X est entendu en ses explications.

L'instruction étant close, Monsieur le Bâtonnier Philippe GENIN donne la parole à Monsieur Christian PONSARD, Avocat Général, en sa qualité de représentant de l'organe de poursuites, pour ses réquisitions.

Monsieur l'Avocat Général considère que Maître X a déjà été sanctionné pour des faits de même nature et qui apparaissent particulièrement contraires à l'honneur et à la probité. Il sollicite en conséquence sa condamnation à une peine d'interdiction d'exercice de trois années à laquelle doit s'ajouter la révocation du sursis prononcé par le Conseil Régional de Discipline dans sa précédente décision.

Maître Patrick PHILIPPE est entendu en sa plaidoirie.

Maître X a eu la parole en dernier.

Puis l'affaire est mise en délibéré au 2 décembre 2015.

Madame Catherine DESCLOITRE se retire.

SUR QUOI,

Attendu qu'il ressort de la procédure que Maître X a été condamné par un jugement définitif du Tribunal Correctionnel de VILLEFRANCHE SUR SAÔNE en date du 14 octobre 2014 pour différents délits routiers commis les 26 mars 2014, 30 mai 2014 et 5 septembre 2014.

Cette condamnation a été prononcée des chefs, notamment, de récidive de conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique; de conduite d'un véhicule à moteur malgré une suspension administrative ou judiciaire du permis de conduire ; de circulation avec un véhicule terrestre à moteur sans assurance ; mais encore d'outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique à raison de propos particulièrement choquants de la part d'un avocat.

Attendu que Maître X ne conteste nullement tant la commission des infractions qui lui étaient reprochées, que la condamnation judiciairement prononcée à son encontre ; laquelle est définitive ce dernier n'ayant pas relevé appel de cette décision.

Attendu qu'en se rendant coupable des faits précités, pour lesquels il a été condamné pénalement, Maître X a incontestablement commis des délits aux lois et règlements, ce qui constitue un manquement à la probité, à l'honneur et à la délicatesse justifiant une sanction disciplinaire à son encontre.

Attendu que Maître X avait d'ailleurs déjà été condamné à plusieurs reprises pour des faits similaires tant par la juridiction répressive que par le Conseil Régional de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de LYON puisque ce dernier, en date du 19 mai 2014, avait prononcé à son encontre une interdiction temporaire de trois années, assortie du sursis à hauteur de deux ans, en raison de diverses fautes déontologiques commises au cours des années 2007, 2010, 2012 et 2013, notamment déjà pour des délits et contraventions routières.

Attendu qu'outre la gravité des faits reprochés à Maître X , le Conseil Régional de Discipline constate qu'aucune sanction, tant pénale que disciplinaire, ne semble de nature à amender son comportement; certains faits ayant d'ailleurs été commis une semaine à peine après la condamnation prononcée à son encontre par le Conseil Régional de Discipline dans des termes déjà particulièrement sévères.

Attendu qu'il résulte donc de ce qu'il précède que ces nouveaux manquements justifient de par leur gravité, leur répétition, mais également par la désinvolture avec laquelle Maître X semble les appréhender, sauf à faire valoir la situation particulière dans laquelle il se trouvait et qui ne saurait excuser un tel comportement, qu'il soit prononcé à son encontre une peine, tenant par ailleurs compte de la jurisprudence habituelle du Conseil Régional de Discipline en la matière, de six mois d'interdiction temporaire d'exercice professionnel.

Attendu par ailleurs que la réitération de ces faits, nonobstant la sentence disciplinaire prononcée le 19 mars 2014, déjà rendue pour partie à raison de faits similaires, expose Maître X à la révocation du sursis prononcé par le Conseil Régional de Discipline dans sa décision précitée, qui l'avait condamné à trois ans d'interdiction temporaire d'exercice professionnel, assorti du sursis à hauteur de deux ans.

Attendu qu'aucun élément ne permet d'exonérer Maître X de ladite révocation du sursis prononcé lors de la précédente sanction disciplinaire qui lui avait été infligée par le Conseil Régional de Discipline le 19 mars 2014.

Attendu qu'il sera donc procédé à la révocation du sursis dans sa totalité.

Attendu que cette peine, assortie de la révocation du sursis antérieurement prononcée, apparaît dès lors suffisante à sanctionner le comportement de Maître X d'autant que ce dernier se trouve d'ores et déjà sous le coup d'une interdiction d'exercice de trois années prononcée pour d'autres faits par la Cour d'Appel de LYON.

Attendu que les faits reprochés constituent un manquement à l'honneur et la probité.

EN CONSEQUENCE ET APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI, LE CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON:

- Vu l'article 183 du décret du 27 novembre 1991,
- Vu l'article 1.3 du Règlement Intérieur National,
- Vu la décision rendue par le Conseil régional de discipline des Barreaux du Ressort de la Cour d'appel de LYON le 19 mars 2014,
- Vu les pièces cotées du dossier, et notamment le jugement définitif rendu par le Tribunal correctionnel de Villefranche Sur Saône le 14 octobre 2014,

- Constate que les faits reprochés à Maître X sont établis et constituent un manquement aux principes essentiels et notamment à l'honneur, la dignité et la probité;

- Prononce à l'encontre de Maître X la sanction de six mois d'interdiction temporaire d'exercice de la profession ;

- Ordonne la révocation totale du sursis dont été assortie la sanction d'interdiction temporaire d'exercice prononcée par le Conseil régional de discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'appel de Lyon le 19 mars 2014 ;

- Dit que les faits commis constituent une atteinte à l'honneur et à la probité.

A Lyon, le 2 décembre 2015.

Le Président de séance
Monsieur le Bâtonnier Philippe GENIN

Le Secrétaire
Me Jérôme CHOMEL de VARAGNES

Décision notifiée à Maître X , à Madame la Procureure Générale et à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Roanne conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991,

Il est rappelé à Maître X , à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Roanne ainsi qu'à Madame la Procureure Générale que, conformément aux dispositions des articles 16 et 197 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991, ils peuvent former un recours devant la Cour d'Appel de LYON contre la présente décision par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Greffe de la Cour dans le délai d'un mois à compter de la notification de ladite décision.